



Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

Procès-verbal de la réunion du 20 juillet 2018

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 19 juin 2018, 27 juin 2018 et 2 juillet 2018 ainsi que de la réunion jointe du 7 juin 2018
2. Informations sur la suite réservée à la motion relative à l'analyse en collaboration avec les producteurs pour identifier les problèmes qui se présentent aux exploitations horticoles voire maraîchères (déposée par Madame Martine Hansen et adoptée le 16 novembre 2017)
3. Conseil "Agriculture et pêche" du 16 juillet 2018
- Compte-rendu par Monsieur le Ministre
4. Bilan du débat public sur la pétition publique 966 - Abolition de la liste des chiens dits susceptibles d'être dangereux dans la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens
5. Divers

*

Présents : M. Frank Arndt, M. Alex Bodry, remplaçant Mme Tess Burton, M. Frank Colabianchi, M. Marco Schank, remplaçant M. Emile Eicher, M. Félix Eischen, M. Gusty Graas, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Aly Kaes, M. Henri Kox, M. André Bauler, remplaçant M. Edy Mertens, Mme Octavie Modert

M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

M. Marc Weyland, Directeur de l'Administration des services techniques de l'agriculture

M. Thomas Blitgen, M. François Kraus, de l'Administration des services techniques de l'agriculture

M. Félix Wildschutz, Directeur de l'Administration des services vétérinaires

M. David Vispi, de l'Administration des services vétérinaires

M. Pierre Treinen, Directeur du Service d'économie rurale

Mme Patricia Pommerell, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Gérard Anzia, Mme Tess Burton, M. Emile Eicher, M. Edy Mertens, M. Roy Reding

*

Présidence : M. Gusty Graas, Président de la Commission ; M. Henri Kox, Vice-Président de la Commission¹

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 19 juin 2018, 27 juin 2018 et 2 juillet 2018 ainsi que de la réunion jointe du 7 juin 2018

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont approuvés à l'unanimité des membres présents.

2. Informations sur la suite réservée à la motion relative à l'analyse en collaboration avec les producteurs pour identifier les problèmes qui se présentent aux exploitations horticoles voire maraîchères (déposée par Madame Martine Hansen et adoptée le 16 novembre 2017)

Des informations sont fournies sur la suite réservée à la motion relative à l'analyse en collaboration avec les producteurs pour identifier les problèmes qui se présentent aux exploitations horticoles voire maraîchères. Cette motion avait été déposée par Madame Martine Hansen et adoptée par la Chambre des Députés en date du 16 novembre 2017.

Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs informe que l'Administration des services techniques de l'agriculture a réalisé une étude sectorielle des cultures maraîchères et fruitières suite à l'adoption de la motion sous rubrique².

Le représentant de l'Administration des services techniques de l'agriculture présente l'étude susmentionnée à l'aide du diaporama repris en annexe.

Échange de vues

Par la suite, la Commission parlementaire procède à un échange de vues sur certains points identifiés par l'étude.

Approvisionnement en eau

- Monsieur le Président de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs renvoie aux besoins importants des exploitations maraîchères en eau d'irrigation et s'interroge sur la possibilité d'utiliser des sources d'approvisionnement alternatives.
- En guise de réponse, le représentant de l'Administration des services techniques de l'agriculture informe que l'Administration de la gestion de l'eau est en train de

¹ Monsieur le Président de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs doit quitter la réunion en cours de séance. La présidence est reprise par Monsieur Henri Kox, Vice-Président de la Commission.

² L'étude intitulée « *Sektorielle Analyse des Gemüse- und Obstanbaus* » (en annexe) est distribuée séance tenante aux membres de la Commission parlementaire.

considérer la possibilité d'utiliser les eaux souterraines à forte teneur en soufre, de réutiliser les eaux usées épurées ou de collecter les eaux pluviales. En revanche, l'utilisation d'eaux souterraines contaminées par des nitrates ou des pesticides n'est pas conseillée, étant donné que la qualité de ces ressources devra être améliorée à terme afin de pouvoir être utilisées pour la production d'eau de consommation. Les eaux de surface ne se prêtent en général pas non plus à l'irrigation en raison de leur qualité insuffisante ou de leur niveau trop faible.

- Un membre du groupe parlementaire LSAP renvoie aux résultats de la table ronde consacrée à l'eau, qui a été organisée le 27 avril 2018. À noter que les participants à cette table ronde ont chargé l'Administration de la gestion de l'eau d'élaborer une cartographie du réseau hydrographique et d'attirer l'attention des communes sur la nécessité de déterminer le prix de l'eau en tenant compte des spécificités sectorielles. Or, selon l'orateur, il s'avère difficile pour les communes disposant de grandes surfaces agricoles ou horticoles d'accorder un tarif préférentiel aux exploitations en question.
- Dans le même ordre d'idées, un membre du groupe parlementaire CSV donne à considérer que la plupart des zones agricoles et horticoles sont situées dans les communes rurales disposant d'un nombre limité de contribuables. L'orateur estime qu'il appartient à l'État d'aider les communes concernées à s'acquitter de leurs obligations en matière de tarification de l'eau.
- Un autre membre du groupe parlementaire CSV souligne que l'approvisionnement en eau est une des préoccupations majeures des exploitants maraîchers, notamment au vu de la sécheresse actuelle. Alors que l'étude précitée propose de trouver des solutions individuelles pour les différentes communes, l'oratrice juge opportun de considérer une modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau afin de parvenir à une solution homogène applicable à l'ensemble du territoire luxembourgeois.
- Un membre du groupe parlementaire déi gréng se dit favorable à l'introduction d'un tarif préférentiel pour les agriculteurs et horticulteurs et souligne l'importance qui revient à l'élaboration d'une cartographie du réseau hydrographique.
- En réponse à la question d'un autre membre du groupe parlementaire CSV, le représentant de l'Administration des services techniques de l'agriculture précise que les besoins en eau d'une culture s'élèvent en moyenne à environ 7.500 m³/ha par saison de culture, dont 4.000 m³ sont couverts par les eaux pluviales. Partant, les besoins nets s'élèvent à 3.200-3.500 m³/ha par saison de culture, une valeur qui est soumise à de fortes variations.

Main-d'œuvre

- Un membre du groupe parlementaire LSAP se montre sceptique quant à la flexibilisation de la durée de travail telle que prévue dans le projet de loi n°7289 portant sur la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture et portant modification du Code du travail³. L'orateur s'interroge sur le bienfondé de ce projet qui permet aux entreprises de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture de mettre en place

³ À noter que le projet de loi n°7289, qui a été déposé le 23 avril 2018 par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, relève de la compétence de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

une période de référence allant jusqu'à six mois, alors que la loi du 23 décembre 2016 concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail prévoit une période de référence allant jusqu'à quatre mois.

- Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs précise dans sa réponse que le Gouvernement a jugé nécessaire de créer une exception pour les salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture afin de faciliter la recherche d'une main-d'œuvre adéquate dans ces secteurs.
- Un membre du groupe parlementaire CSV constate à cet égard que les besoins en main-d'œuvre varient fortement en fonction de la saison. Par conséquent, les exploitations horticoles, voire maraîchères, ne sont pas en mesure de créer des emplois stables, d'où la difficulté de recruter une main-d'œuvre indigène qualifiée.
- Le représentant de l'Administration des services techniques de l'agriculture partage cette analyse de la situation. Selon lui, il s'avère de plus en plus difficile de trouver des travailleurs saisonniers, entre autres à cause de l'échange de renseignements entre les États membres de l'Union européenne au sujet des salaires perçus.
- Afin de porter remède à cette situation, un autre membre du groupe parlementaire CSV propose d'accorder des subventions aux horticulteurs (et agriculteurs) afin de les inciter à embaucher une main-d'œuvre non qualifiée ou des personnes ayant perdu leur emploi suite à la digitalisation.

Positionnement sur le marché luxembourgeois

- Un membre du groupe parlementaire CSV demande si l'Administration des services techniques de l'agriculture a l'intention d'effectuer une analyse de la demande sur base du taux d'autosuffisance estimé pour les différents fruits et légumes produits au Luxembourg.
- Le représentant de l'Administration des services techniques de l'agriculture informe qu'il n'est pas prévu, à ce stade, de réaliser une telle analyse. Il renvoie aux résultats de l'étude réalisée par TNS Ilres sur l'image de l'agriculture luxembourgeoise présentés le 21 juin 2018 et selon lesquels 71 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles sont disposées à payer plus cher pour un produit local. Or, il convient de ne pas tirer de conclusions hâtives de cette étude, mais plutôt d'adopter une approche prudente lors du développement de la commercialisation des produits maraîchers et fruitiers luxembourgeois. Force est de constater qu'il s'agit bel et bien d'un marché de niche. Cette conclusion est partagée par le membre précité du groupe parlementaire CSV.
- Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs souligne l'importance pour le futur exploitant maraîcher de sélectionner un site approprié et d'investir dans des filières qui correspondent à la demande des consommateurs. À cette fin, il est recommandé d'avoir recours à l'Administration des services techniques de l'agriculture ou à la Chambre d'Agriculture dont les services respectifs viennent d'être renforcés par un conseiller en la matière.

- En réponse à la question d'un membre du groupe parlementaire déi gréng, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs renvoie au projet de loi 7170 relatif à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits agricoles qui a été présenté lors de la réunion de la Commission parlementaire du 2 juillet 2018. Monsieur le Ministre précise que l'un des objectifs de ce projet de loi est de privilégier l'accès des produits luxembourgeois à la restauration collective subventionnée par l'État. Alors qu'une bonne dynamique s'est d'ores et déjà créée à cet égard, il est prévu de mettre en place une plateforme d'échange sous forme d'un groupement d'intérêt économique afin d'identifier d'éventuelles entraves et de les éliminer le cas échéant.
- Le membre précité du groupe parlementaire CSV cite le cas d'un exploitant maraîcher luxembourgeois qui a dû cesser ses activités, s'enquérant des raisons qui ont conduit à cette cessation d'activités.
- Un autre membre du groupe parlementaire CSV donne à considérer que les marges commerciales des cultures horticoles sont relativement élevées, mais pas forcément suffisantes, comme le montre la culture des fraisiers dont la production s'avère particulièrement onéreuse.
- Dans sa réponse, le représentant de l'Administration des services techniques de l'agriculture souligne l'opportunité pour les exploitants horticoles, voire maraîchers, d'évaluer en amont si le chiffre d'affaires à réaliser sera suffisamment élevé pour couvrir les coûts de production, l'assurance contre les risques, les investissements, les salaires, etc. L'Administration des services techniques de l'agriculture et la Chambre d'Agriculture sont à la disposition des futurs exploitants pour leur prodiguer des conseils en la matière.
- En réponse à la question d'un membre du groupe parlementaire déi gréng, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs confirme que la culture de la pomme de terre constitue un marché de niche intéressant au Luxembourg. Il renvoie à cet égard aux pommes de terre de semence cultivées au Nord du Grand-Duché et qui sont exportées vers une vingtaine de pays.

Accès aux surfaces

- En réponse à la question d'un membre du groupe parlementaire CSV, Monsieur le Ministre le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs rappelle que l'État avait acquis des terrains afin de créer une grande zone horticole près de Contern. Une des raisons plaidant en faveur du site en question était la proximité de l'entreprise Du Pont de Nemours qui aurait permis, vu la consommation assez importante d'énergie thermique des serres de la zone horticole, un raccordement au système de cogénération force-chaleur fonctionnant dans cette entreprise. Or, ces terrains ont été remis en vente pour diverses raisons.

Entre-temps, ce n'est plus la chaleur qui fait défaut, mais l'eau d'irrigation dont le coût peut représenter 10 % du coût total de la production horticole.

Gestion des risques

- En réponse à la question d'un membre du groupe parlementaire CSV, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs constate que le maraîchage est disproportionnellement affecté par les phénomènes climatiques extrêmes. Pour cette raison, la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoit la prise en charge partielle par l'État des coûts éligibles pour assurer certains risques, ainsi que la compensation des dommages causés par des phénomènes climatiques défavorables pouvant être assimilés à une calamité naturelle.
- Le représentant de l'Administration des services techniques de l'agriculture constate que les dommages causés par le gibier risquent d'être importants dans la mesure où le rendement à l'hectare des cultures maraîchères est très élevé. Il renvoie à la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse dont l'article 47 prévoit qu'« aucune indemnité ne sera allouée pour le dommage causé par le gibier aux vergers, pépinières ou même aux arbres isolés, et plus généralement à toutes autres cultures spéciales, à l'exception de la viticulture, lorsque le propriétaire, possesseur, fermier ou exploitant, a négligé de prendre les précautions qui, dans les circonstances ordinaires, auraient suffi pour écarter le dommage ». Pour cette raison, les exploitants ont intérêt à protéger leurs cultures maraîchères par une clôture de protection contre le gibier, dont la construction est subventionnée au titre de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales. Or, la mise en place d'une clôture n'est pas aisée dans les exploitations qui ont intégré les cultures maraîchères dans leur rotation culturale.

Autres points

- Un membre du groupe parlementaire CSV dit partager une partie des résultats de l'étude qui a été réalisée. Alors que les auteurs de l'étude auraient correctement identifié les défis à relever, il serait nécessaire de proposer des mesures plus concrètes, notamment au niveau de la gestion de l'eau. L'orateur juge particulièrement important de supprimer les obstacles administratifs auxquels se voient confrontés les exploitants. À cet égard, un autre membre du groupe parlementaire CSV s'enquiert de la possibilité de créer un guichet unique pour simplifier le régime des autorisations et pour alléger la charge administrative.
- Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs confirme que la volonté politique existe pour prendre des mesures concrètes et pour renforcer la coopération entre toutes les administrations concernées, comme l'ont montré les discussions menées sur la problématique de l'eau. Il rappelle que l'étude réalisée par l'Administration des services techniques de l'agriculture a permis de développer des solutions pour aider les exploitants horticoles, voire maraîchers, à relever les défis auxquels ils font face. Monsieur le Ministre juge nécessaire d'intégrer les mesures prises en faveur de l'horticulture dans la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, ceci également pour inciter les jeunes entrepreneurs à s'investir dans l'horticulture et pour promouvoir la culture jardinière urbaine ainsi que l'agriculture solidaire.

3. Conseil "Agriculture et pêche" du 16 juillet 2018 - Compte-rendu par Monsieur le Ministre

Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs informe que la session du Conseil « Agriculture et pêche » a débuté par la présentation du programme de travail de la présidence autrichienne du Conseil

de l'Union européenne, à savoir la sécurité et la migration, la digitalisation ainsi que le rapprochement des pays des Balkans occidentaux et de l'Europe du Sud-est.

Dans le domaine de l'agriculture, la présidence autrichienne a l'intention de faire avancer la réforme de la Politique agricole commune (PAC) après 2020, de conclure les négociations sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire⁴ et d'assurer le suivi des marchés.

Le Conseil a mené un échange de vues sur les volets « simplification » et « subsidiarité » des propositions que la Commission européenne a présentées en vue de réformer la PAC après 2020.

Dans ce contexte, le Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural, Phil Hogan, a présenté différentes catégories de mesures ayant pour objectif la simplification administrative de la PAC. Monsieur le Ministre renvoie à cet égard aux diaporamas de la Commission européenne transmis au préalable aux membres de la Commission parlementaire⁵.

Force est pourtant de constater que les propositions de la Commission européenne se heurtent au scepticisme de nombreux États membres. La France a d'ores et déjà demandé une période transitoire en vue de la mise en œuvre de la nouvelle PAC.

Le Luxembourg a plaidé pour une véritable simplification en ce qui concerne le suivi et l'évaluation dont la cadence sera désormais annuelle. Il a demandé pourquoi la Commission européenne n'a pas veillé à une application plus conséquente du principe de subsidiarité dans le premier pilier de la PAC et pourquoi il ne sera plus possible de choisir entre le plafonnement des aides directes et l'aide redistributive complémentaire au revenu, ces deux mesures étant désormais obligatoires. En outre, le Luxembourg a réitéré sa demande de maintenir la possibilité d'un paiement forfaitaire pour les jeunes agriculteurs dans le premier pilier (6.000 euros par an). Enfin, il a plaidé pour laisser à la discrétion des États membres le choix des aides en faveur du secteur des fruits et légumes.

Le Luxembourg, le Danemark, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, les Pays-Bas, la Suède et la Finlande ont présenté un document conjoint concernant la conditionnalité dans le cadre de la PAC et son lien avec l'objectif de simplification administrative. Les délégations précitées souhaitent voir plus de subsidiarité dans la conditionnalité proposée afin de mieux pouvoir répondre aux besoins spécifiques des États membres et d'honorer à sa juste valeur leur participation volontaire à des programmes agro-environnementaux.

Dans sa réponse, le Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural a souligné l'importance de fixer un niveau de référence au niveau de l'Union européenne afin de faire en sorte que tous les agriculteurs soient soumis aux mêmes conditions.

Par ailleurs, l'Allemagne et la France ont présenté une déclaration commune sur la future PAC. Les deux États membres défendent la stabilisation du budget de la PAC à son niveau actuel et insistent sur la nécessité de parvenir à une réelle simplification de la PAC.

⁴ COM(2018) 173 final

⁵ Transmis du 18 juillet 2018 (courrier électronique).

Les discussions sur la réforme de la PAC se poursuivront au sein du Comité spécial agriculture et des différents groupes de travail à Bruxelles. Le prochain Conseil « *Agriculture et pêche* » se tiendra le 15 octobre 2018 à Luxembourg.

Le Conseil s'est encore penché sur la peste porcine africaine qui est en train de se propager à partir de l'Europe du Sud-est. Le Commissaire européen à la Santé et à la Sécurité alimentaire, Vytenis Andriukaitis, a rassuré que tous les moyens techniques et financiers seront mis en œuvre en vue d'optimiser les contrôles. En outre, le Commissaire a attiré l'attention sur les risques liés à l'importation de viande bon marché et de porcs en provenance d'Ukraine et de Moldavie.

Finalement, les Ministres ont abordé la question de la sécheresse qui affecte de nombreux pays et régions, comme la Pologne, l'Allemagne du Nord et les pays baltes, et qui risque d'occasionner d'importantes pertes de rendement (de 20 à 60 %). Afin de porter remède à cette situation, le Commissaire a annoncé son intention d'autoriser le versement d'avances sur les aides directes.

Échange de vues

- Un membre du groupe parlementaire CSV s'enquiert de la possibilité de parvenir à une réelle simplification administrative au niveau de l'Union européenne, des États membres et des exploitations agricoles.
- Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs renvoie aux propos du Commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural qui a estimé qu'il appartient aux États membres de parvenir à une simplification administrative dans le cadre des plans stratégiques relevant de la PAC et grâce aux technologies de l'information. Cependant, de nombreux États membres affichent un certain scepticisme à cet égard dans la mesure où la mise en œuvre des mesures proposées s'annonce compliquée. Force est de constater que la nouvelle approche basée sur la performance, telle que préconisée par la Commission européenne, est susceptible d'alourdir encore la charge administrative.
- En réponse à une autre question du membre précité du groupe parlementaire CSV, le représentant de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture précise que les exploitants maraîchers sont encouragés par la Commission européenne à devenir membre d'une organisation de producteurs. Ces organisations peuvent recevoir des aides pour mettre en œuvre des programmes opérationnels fondés sur une stratégie nationale, comme une commercialisation coordonnée de leurs produits. Force est pourtant de constater que les frais administratifs engendrés par ces aides seraient disproportionnellement élevés. Pour cette raison, le Luxembourg a renoncé jusqu'à présent aux aides européennes disponibles dans le domaine du maraîchage.
- Un autre membre du groupe parlementaire CSV souhaite savoir s'il est possible de compenser les aides européennes susmentionnées par des primes nationales. L'orateur estime que la Commission européenne devrait prendre en compte la situation spécifique des petits États membres dont le secteur maraîcher ne peut pas atteindre un degré de compétitivité comparable à celui des grands États membres.
- En guise de réponse, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs indique qu'il faudrait considérer la possibilité

de recourir aux mesures agro-environnementales relevant du deuxième pilier de la PAC pour compenser les aides européennes relatives au maraîchage.

4. Bilan du débat public sur la pétition publique 966 - Abolition de la liste des chiens dits susceptibles d'être dangereux dans la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens

La Commission parlementaire se penche sur la pétition publique 966 (Abolition de la liste des chiens dits susceptibles d'être dangereux dans la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens) en vue d'assurer le suivi du débat public du 7 juin 2018.

Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs réitère son intention de soumettre la loi précitée du 9 mai 2008 à une réévaluation. En cas d'une modification de ladite loi, il faudrait prévoir des mesures visant à protéger les individus contre les chiens dangereux et mettre l'accent sur le comportement du chien et la responsabilisation du détenteur. À titre d'exemple, Monsieur le Ministre propose de s'inspirer de la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux et de prévoir la possibilité d'introduire des avertissements taxés en sus des sanctions pénales prévues dans la législation actuelle. De manière générale, il convient d'étudier la législation en vigueur dans les pays voisins et de procéder à une large consultation avec les pétitionnaires ainsi que les différents acteurs du terrain, à l'instar de la consultation qui a précédé l'adoption de la loi précitée sur la protection des animaux. Monsieur le Ministre rappelle dans ce contexte que l'adoption de la loi relative aux chiens en 2008 a été précédée d'une longue période de réflexion.

5. Divers

Aucun point divers n'est abordé.

Le Secrétaire-Administrateur,
Patricia Pommerell

Le Président de la Commission de l'Agriculture, de la
Viticulture, du Développement rural et de la Protection
des consommateurs,
Gusty Graas



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Agriculture,
de la Viticulture et de la
Protection des consommateurs

Administration des services techniques
de l'agriculture

Sektorielle Analyse des Gemüse- und Obstanbaus

20.07.2018

Auf Anfrage der Abgeordnetenkommission vom 16. November 2017 wird im folgenden Bericht die Situation des nationalen Gartenbaus analysiert um Hemmnisse, die dem Ausbau der Produktion im Wege stehen zu identifizieren und um mögliche Lösungsvorschläge zu ermitteln.

Zuerst kann man sich die Frage stellen, weshalb der Ausbau dieses Sektors erstrebenswert ist. Die Weiterentwicklung des Gartenbaus, insbesondere des Gemüse- und Obstanbaus, stellt für die nationale Landwirtschaft die Möglichkeit dar sich auf weitere Produkte zu diversifizieren und sich so ein zusätzliches Standbein zu sichern.

Zu den Besonderheiten des Gemüse- und Obstanbaus gilt, neben dem hohen Arbeitsaufwand und der eingeschränkten Haltbarkeit der Produkte, der potentiell hohe ökonomische Hektarertrag. Besonders für Betriebe mit begrenzten Flächen können diese Produktionen eine interessante Option darstellen um ihr Einkommen abzusichern.

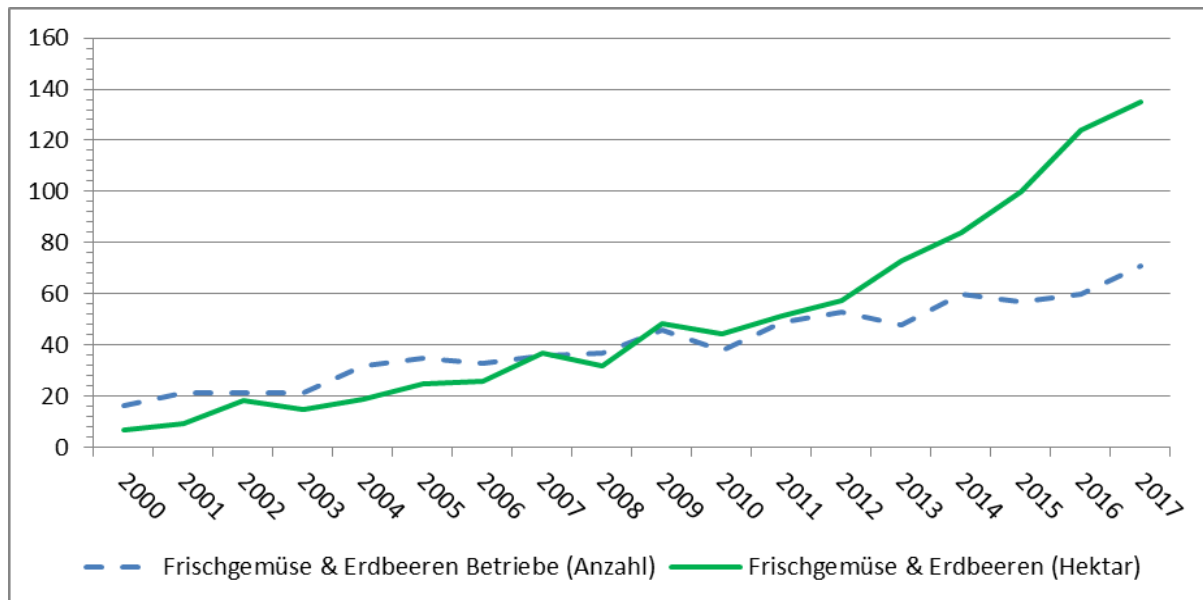
Der Bericht beinhaltet eine kurze statistische Übersicht des Sektors, der von einer SWOT-Analyse (**S**trength, **W**eaknesses, **O**ppurtunities, **T**hreats) gefolgt wird. Diese Methode wurde gewählt, da sie es erlaubt zum einen die internen Stärken und Schwächen der Betriebe, sowie die externen Chancen und Risiken des Sektors darzustellen.

In diese Analyse wurden neben den Erfahrungen aus dem täglichen Austausch mit dem Sektor auch die Erkenntnisse aus der Zusammenarbeit der im Sektor tätigen Institutionen wie Administration des services techniques de l'agriculture, Service d'économie rurale, Chambre d'Agriculture, Lycée technique agricole Ettelbruck, Institut für biologische Landwirtschaft an Agrarkultur Luxemburg und Co Concept, mitaufgenommen.

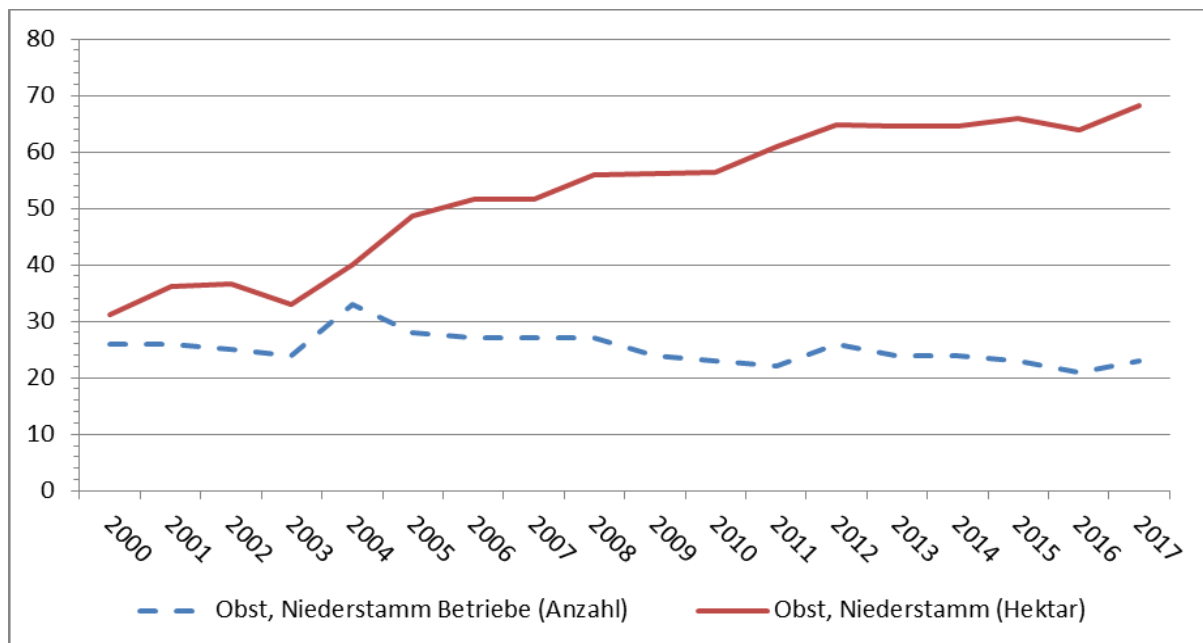
Insbesondere wurde auch ein Workshop mit den Praktikern organisiert um deren Sicht der Dinge in den Bericht aufnehmen zu können. Die aus dem Workshop mit den Praktikern gewonnenen Erkenntnisse spiegeln sich in der SWOT-Analyse wieder.

Entwicklung des Sektors seit 2000

Betrachtet man die rezente Entwicklung im nationalen Gemüse- und Obstbau stellt man fest, dass seit dem Jahr 2000 die Anzahl an Betrieben sowie die angebaute Fläche im Gemüsebau von 16 Betriebe mit 7 Hektar auf 71 Betriebe, die 135 Hektar bewirtschaften gestiegen ist. Beim Niederstamm Obstbau haben sich die Zahlen von 26 Betriebe mit 31 Hektar Obstanlage auf 23 Betriebe mit 68 Hektar Obst entwickelt.



Graph.1. Anzahl von Betrieben und Fläche im Gemüsebau. Quelle: STATEC



Graph. 2. Anzahl von Betrieben und Fläche im Obstanbau, Niederstamm. Quelle: STATEC

Trotz dieser positiven Entwicklung, besonders im Gemüsebau, findet der Verbraucher immer noch wenig Obst und Gemüse Luxemburger Herkunft in den Regalen der Läden.

Das Selbstversorgungspotential durch die nationale Landwirtschaft (Hausgärten nicht eingeschlossen) wird basierend auf ermittelten sektoriellen Angaben wie folgend eingeschätzt:

Möhre, Mairübe, Rote Beete	14%
Kopfsalate	8%
Zwiebel, Schalotte, Knoblauch, Lauch	4%
Gurke, Salatgurke	1%
Kohlgemüse	<1%
Tomate	<1%
Tafelapfel	12%
Birne	11%
Zwetschge	3%
Erdbeere	1%

Tabelle 1. Potentieller Selbstversorgungsgrad verschiedener Kulturen. Quelle: ASTA

Aus diesen Statistiken kann man folgende Schlüsse ziehen:

- Der Gartenbau in Luxemburg ist stetig am Wachsen.
- Die Gesamthektarzahlen zeigen aber auch, dass es sich um einen Nischenmarkt handelt.
- Das Niveau des Selbstversorgungspotentials ermöglicht einen weiteren Ausbau des Sektors.

SWOT-Stärken, Schwächen, Chancen, Risiken

Stärken der Betriebe:

- Marktnähe, flexible Produktion

Die Nähe zum Verbraucher/Abnehmer erlaubt nicht nur eine schnelle Anpassung des Sortiments, sowie der Mengen, sondern auch eine intensive Kommunikation und Vertrauensaufbau mit dem Verbraucher/Abnehmer.

- Unternehmergeist

Die Dynamik der Betriebe erlaubt es ihnen, neue Betriebszweige zu erschließen.

- Pionierarbeit

Die Betriebe sind gewillt die Vorreiterrolle zu übernehmen und sich so auch ihre Marktanteile und Nische zu sichern.

Schwächen der Betriebe:

- Betriebsstruktur:

- Zugang zu geeigneten Flächen. **(5)**
- Fehlende Arbeitskräfte auf dem Betrieb. **(3)**
- Zugang zu Wasser, entweder gar kein Wasser vorhanden oder hoher Wasserpreis. **(1)**
- Zugang zu Pflanzenschutzmittel. **(2)**

Nicht angepasste Struktur und der limitierte Zugang zu Produktionsmitteln wie Land, Wasser oder Pflanzenschutzmittel, erschweren die Rentabilität und beeinträchtigen die Konkurrenzfähigkeit der Betriebe.

- Bewältigung administrativer Anliegen:

Der Zeitaufwand der vom Betriebsleiter für administrative Anliegen wie Dokumentation, Antragstellungen für Beihilfen oder Genehmigungen, verlangt wird, schränkt dessen Möglichkeiten in der Produktion ein. **(4)**

- Arbeitskräfte **(3)**:

- Großer Arbeitsaufwand
- Hohe Lohnkosten
- Verfügbarkeit der Arbeitskräfte

- Arbeitszeitreglementierung

Gemüse- und Obstanbau sind ein arbeitsintensiver Sektor mit zum Teil wenig Mechanisierung. Viele Arbeiten werden manuell ausgeführt.

Da strukturell/saisonal bedingt nur wenige Arbeitskräfte Vollzeit auf dem Betrieb beschäftigt sind, müssen Fremdarbeitskräfte mit allen Vor- und Nachteilen eingestellt werden.

- Qualifikation und Ausbildung der Betriebsleiter, sowie der Arbeitskräfte (7):

Die Betriebsleiter sind selten im Bereich Gartenbau ausgebildet.

Zumeist werden unqualifizierte Arbeitskräfte mit zeitlich befristeten Arbeitsverträgen eingestellt. Die so entstehende Fluktuation an Arbeitskräften verhindert die Bildung von Routine und Erfahrung bei den Arbeitskräften.

- Kurzzeitige, saisonal bedingte Überproduktion verschiedener Kulturen (8):

Klimatisch bedingt, ist der Freilandanbau von Gemüse zeitlich eingeschränkt. So entstehen kurzzeitig Übermengen, die nicht abgesetzt werden können. Der geschützte Anbau (Folientunnel oder Unterglas) ist nicht weiter entwickelt und somit keine Verlängerung der Saison im Frühling und Herbst möglich.

Chancen des Marktes für Anbau/Betriebe:

- Wachsende Bevölkerung
- Wachsende Nachfrage nach regionalen sowie ökologisch produzierten Produkten
- Kaufkraft der Bevölkerung
- Öffentlicher Wille den Sektor zu fördern
- Vorhandenes Ausbildungsangebot

Risiken des Marktes für Anbau/Betriebe:

- Anforderungen von Gesellschaft und Politik:
 - Landwettbewerb (5)
 - Wachsende Umweltauflagen (2)
 - Auflagen beim Erhalt verschiedener Genehmigungen (1) & (4)
 - Gesetzgebung in Punkto Arbeitsrecht, Pflanzenschutzmittel, Dokumentation.(1), (2), (3) & (4)

- Planungssicherheit:
 - Preisschwankungen der Produkte (8)
 - Absatzsicherheit der Produktion (8)
 - Evolution der staatlichen Beihilfen (6)
 - Extreme Wetterereignisse (6)

- Konsumentenverhalten (9)

Die Nachfrage nach regionalen oder ökologischen Produkten besteht, jedoch ist das Verhalten der Verbraucher auch preisorientiert.

Unzureichende Information des Konsumenten über bestehende regionale Produkte.

- Sättigung des Marktes

Markt ist regional limitiert und nicht unbegrenzt in seinen Aufnahmemöglichkeiten. Bei einigen Produkten wird der Sättigungsgrad schneller erreicht und Ausweichmöglichkeiten auf benachbarte Märkte ist nicht möglich. Es ist eine gestreute Produktion und ein marktorientiertes Produktionsverhalten erforderlich.

- Anzahl der Marktteilnehmer begrenzt

Durch die geringe Anzahl an Handelspartnern gibt es wenige alternative Abnehmer.

Die Monopolstellung kann vom Handelspartner ausgenutzt werden.

Wenige Produzenten können zu Lieferengpässen führen.

Entstehen eines Abhängigkeitsverhältnisses zwischen Produzent und Abnehmer.

- Fehlende vor- und nachgelagerte Betriebe

Keine vorgelagerten Betriebe wie zum Beispiel Jungpflanzenproduzenten. Die Weiterverarbeitung der Ernte findet teilweise nur in kleinen Manufakturen statt.

Im Workshop von den Produzenten besonders hervorgehobene Punkte:

- Zugang zu Betriebsmitteln wie Wasser und Pflanzenschutzmittel.
- Die in Zusammenhang mit Arbeitskräften bestehenden arbeitsrechtlichen Vorschriften, wie Arbeitsstundenregelung, und den anfallenden Lohnkosten.
- Der administrative und zeitliche Aufwand bei Genehmigungsanfragen zum Beispiel für das Errichten eines Folientunnels oder dem Bohren eines Brunnens.
- Die mit den erhaltenen Genehmigungen verbundenen zusätzlichen Auflagen.
- Der, besonders für Quereinsteiger, schwere Zugang zu nutzbaren Flächen.
- Höhe der Investitionskosten und Zugang zu den entsprechenden Beihilfen.
- Ausbildung und Qualifikation der Arbeitskräfte.
- Fehlende Vermarktungsstrategie und Anbauplanung zwischen den Produzenten sowie Saisonale Überproduktion.
- Mangelnde Aufklärung des Konsumenten über lokale und saisonale Produkte.

Erläuterung der Themenschwerpunkte:

(1) Wasser:

Um eine qualitative hochwertige Gemüseproduktion zu sichern wird Wasser zwingend benötigt. Unregelmäßiger Niederschlag bedingt, dass zum Anbau von Gemüse Zusatzwasser aufgewendet werden muss.

Dies gestaltet sich besonders schwierig, falls die Parzelle auf der angebaut wird nicht an eine Wasserquelle, sei dies ein Brunnen, Oberflächenwasser oder Leitungswasser, angeschlossen ist.

Für Bau und Nutzung von Brunnen oder der Entnahme aus Oberflächengewässer werden Genehmigungen von der „Administration de la gestion de l'eau“ (AGE) benötigt, welche auch wiederum an Auflagen, wie zum Beispiel maximale entnehmbare Jahresmengen, gebunden sind. Zudem sind Wasserquellen wie Oberflächenwasser kaum nutzbar, da diese kaum Wasser führen wenn es gebraucht wird und das zu Verfügung stehende Wasser oft von unzureichender hygienischer Qualität ist.

Falls Leitungswasser genutzt werden soll, spielt der Preis des Wassers eine erhebliche Rolle und kann zu einem nicht zu vernachlässigen Kostenpunkt werden (Anmerkung: bis zu 10% der Entstehungskosten). Zudem kann eine punktuelle hohe Wasserentnahme bei nicht angepassten Infrastrukturen zu einem Kollaps des Leitungssystems führen.

- Die Organisation eines „Wassertisches“ am 27. April 2018, an dem der Landwirtschaftsminister, die Ministerin für Umwelt zusammen mit Vertretern*

des Syvicol, der Administrationen wie AGE (Administration de la gestion de l'eau), ANF (Administration de la nature et des forêts), ASTA (Administration des services techniques de l'agriculture), SER (Service d'économie rurale) und Vertretern des Berufstandes teilnahmen, erlaubte die Notwendigkeit von Wasser im Gartenbau und den Bedarf an Handlung hervorzuheben. Als direkte Folge soll von der AGE aus eine „Wasserkarte“ entstehen, die für den Gartenbau geeignete und verfügbare Wasserreservoirs anzeigt. Zudem soll ein Schreiben zum Thema Wasserpreis von der AGE aus an die Gemeinden gehen, indem darauf hingewiesen wird, dass der Wasserpreis nach Sektor gestaltet werden soll. Da aber keine landesweite einheitliche Lösung möglich ist, werden individuelle Lösungen von Fall zu Fall angestrebt.

(2) Pflanzenschutzmittel:

Wegen der überschaubaren Größe des heimischen Gartenbaus, bietet diese keine großen Absatzmöglichkeiten für Pflanzenschutzmittel. Deshalb beantragen Hersteller von Pflanzenschutzmitteln für den Gartenbau oft keine Zulassung in Luxemburg. So kommt es, dass die Produzenten nicht auf wichtige Mittel zurückgreifen können, die aber im nahen Ausland bereit stehen, um die Produktion gegebenenfalls abzusichern. Dies gilt sowohl für die konventionelle als auch für die ökologische Produktion.

- ii. Hier besteht die Möglichkeit einer Ausnahmegenehmigung für das nicht zugelassene Mittel, welche bei der zuständigen Abteilung der Ackerbauverwaltung angefragt werden kann. Hier müssen jedoch verschiedene Bedingungen und Abläufe berücksichtigt werden.*

(3) Arbeitskräfte:

Bedingt durch die Saisonalität des Gemüseanbaus, fallen im Laufe des Jahres Perioden mit hohem Arbeitskräftebedarf und mit niedrigem Bedarf an. So kann es Arbeitswochen geben, an denen deutlich mehr als 40 Stunden Arbeit anfallen. Andererseits gibt es Wochen, besonders ab Spätherbst bis Ende Winter, an denen fast keine Arbeit anfällt.

Hier müssen sich die Betriebe, welche Fremdarbeitskräfte beschäftigen, an das bestehende Arbeitsrecht halten und die täglichen Arbeits- und Ruhezeiten einhalten. Eine Festanstellung auf unbegrenzte Zeit ist oft nicht möglich.

Zudem entstehen beim Einsatz von zusätzlichen Arbeitskräften Lohnkosten, welche vom Betrieb aufgebracht werden müssen.

- iii. Als Lösungsansatz zu den saisonalen Arbeitszeitschwankungen wurde von den Produzenten ein sogenanntes Zeitsparkonto vorgeschlagen, auf dem Arbeitsstunden während der Hochsaison gesammelt werden können und später, beispielsweise im Winter, abgegolten werden können.*

An dieser Stelle sei daran erinnert, dass der Regierungsrat am 30. März 2018 einen Gesetzesvorentwurf angenommen hat bezüglich die Arbeitszeit von Arbeitnehmern für die Bereiche Landwirtschaft, Weinbau und Gartenbau. Der Entwurf sieht die Möglichkeit vor, eine maximale Referenzperiode von 6 Monaten einzuführen, um den großen saisonalen Schwankungen in diesen drei Sektoren Rechnung zu tragen.

Es besteht auch die Befürchtung, dass Aufgrund des automatischen Datenaustausch zwischen EU-Mitgliedsstaaten, ein Mangel an saisonalen Arbeitskräften entstehen kann, da diese in ihrem Heimatland auf den von ihnen hierzulande erhaltenen Lohn besteuert werden und somit das Arbeitsangebot unattraktiv wird.

(4) Genehmigungen und administrativer Aufwand:

Das Beantragen einer Genehmigung, sei es zum Beispiel zum Errichten eines Folientunnels oder zum Bau eines Brunnens, gestaltet sich oft als langatmig und komplex.

Zudem werden die mit der Genehmigung erteilten Auflagen von den Betrieben oft als praxisfern und nicht umsetzbar angesehen.

Hier wünschen die Vertreter des Gartenbaus insbesondere eine Vereinfachung sowie Beschleunigung der Prozeduren.

- iv. Als Lösungsansatz wurde das Schaffen einer Anlaufstelle vorgeschlagen, an welche die Betriebe sich wenden können und auch eine Begleitung bei ihren Anträgen erhalten.*

Zudem wäre es sinnvoll die Zusammenarbeit zwischen den Verwaltungen weiter zu fördern, um im Falle einer mit Auflagen versehenen Genehmigung, diese Auflagen auch praxisgerecht und realisierbar zu gestalten.

Veranstaltungen wie zum Beispiel der „Wassertisch“ vom 27. April 2018 oder die Informationsveranstaltung „Bewässerung im Gartenbau“ vom 22. Februar 2018, erlaubten einen Austausch zwischen Produzenten und Verwaltungen und somit auch alle Parteien auf die Anliegen des Anderen zu sensibilisieren.

Hier bleibt zu bemerken, dass dieses Thema nicht nur auf den Gemüseanbau beschränkt ist, sondern die Landwirtschaft generell trifft.

(5) Zugang zu Flächen:

Besonders für Quereinsteiger ohne landwirtschaftlichen Hintergrund, gestaltet sich der Zugang zu Land als sehr schwierig.

Dies ist bedingt durch den hohen Druck auf landwirtschaftliche Flächen, sei es durch die Landwirtschaft selber oder von außen.

Zudem eignen sich nicht alle Standorte zum Anbau von Gemüse oder Obst. Faktoren wie Bodenqualität, Mikroklima, Hanglage usw... müssen mitberücksichtigt werden.

- v. *Hier besteht die Möglichkeit in Zusammenarbeit mit dem ONR (Office national du remembrement) eventuell öffentliche Flächen zu ermitteln und diese zugänglich zu machen.*

(6) Investitionskosten und Beihilfen:

Die hohen Investitionskosten, schlagen sich auch in den Produktionskosten des Betriebes nieder und mindern somit die Rentabilität des Betriebszweiges.

Der Aufbau eines neuen Betriebszweiges kann Investitionen benötigen, welche den förderfähigen Höchstbetrag des Betriebes übersteigen. Innovative Technik ist oft mit hohen Kosten verbunden, so dass sie für viele Betriebe unzugänglich bleibt.

Das Agrargesetz beschränkt den Zugang zu Beihilfen auf landwirtschaftliche Betriebe, (Definition landwirtschaftlicher Betrieb, zu erfüllende Bedingungen, Alter, Mindest-Invest Neueinsteiger, etc.). Verschiedene alternative Rechtsformen, die zum Beispiel für die **Solidarische Landwirtschaft (SOLAWI)** interessant wären sind ausgeschlossen.

- vi. *Das aktuelle Agrargesetz sieht verschiedene Investitionsbeihilfen auf Gebäuden, feste Einrichtungen und Maschinen oder anderen beweglichen Einrichtungen im Gartenbau vor.*

Zudem werden die Prämien von Mehrgefahrenversicherungen im Gartenbau von staatlicher Hand bezuschusst. Somit können die Betriebe ihre Kulturen gegen extreme Wetterereignisse, wie Hagel, Sturm oder Starkregen versichern. Dies trägt zur Planungssicherheit des Betriebes bei, auch wenn nie alle Risiken hiermit abgedeckt werden können.

Bei der Erneuerung der Agrargesetzgebung sollen hier Verbesserungen vorgenommen werden.

(7) Ausbildung und Qualifikation:

Insgesamt fehlt es an fachlich gut ausgebildeten Arbeitskräften und an Know-How in den Betrieben

Die überschaubare Größe des Sektors bedingt, dass die Anzahl der aktiven Betriebe sehr gering ist, was wiederum dazu führt, dass es fast keine Ausbildungsbetriebe gibt auf denen Fachkräfte ausgebildet werden können.

Betriebe welche bisher ausbildeten kamen zum Teil aus dem sozialen Bereich, bei denen die Eingliederung schwer vermittelbarer Arbeitskräfte im Vordergrund steht. Durch eine

Änderung der Finanzierungsmethode dieser Einrichtungen wurde das Ausbilden für diese Betriebe zu einem zusätzlichen Kostenfaktor.

- vii. *Hier werden von der Ackerbauschule 2 Ausbildungen angeboten, DAP Maraïcher & DT Entrepreneur Maraïcher.*

Die neue Ausbildung zum DT Entrepreneur Maraïcher wurde vom LTA (Lycée technique agricole Ettelbruck) ausgearbeitet, um Quereinsteigern die Möglichkeit zu geben eine Existenz im Gartenbau aufzubauen.

Auch wurden bei der ASTA (Administration des services techniques de l'agriculture) und der LWK (Chambre d'Agriculture) Personal rekrutiert, welches dem Sektor in mehreren Belangen zur Seite steht.

Des Weiteren werden von den in der Einleitung genannten Institutionen Seminare, Weiterbildungen, Feldbegehungen und Besichtigungen organisiert.

Der Bedarf zur Ausbildung trifft nicht auf alle Betriebe zu. Während einige Betriebe saisonale unqualifizierte Arbeitskräfte einsetzen, suchen Andere händierend nach qualifiziertem Personal das auf Dauer auf dem Betrieb eingestellt werden kann.

(8) Geringe Anzahl von Handelspartnern, fehlende Vermarktungsstrategie und Anbauplanung zwischen den Produzenten

Trotz der niedrigen Anzahl der im Sektor tätigen Betriebe, besteht ein gewisser Konkurrenzdruck zwischen den Betrieben, da durch seinen Nischencharakter der erschließbare Markt sowie die Anzahl eventueller Vertriebspartner limitiert ist.

Wegen der geringen Anzahl von Handelspartnern, können Monopolstellungen einzelner Partner entstehen. Insgesamt bestehen die Großabnehmer auch auf eine Exklusivanlieferung, so dass der Produzent schnell abhängig von seinem Abnehmer wird.

Auch besteht die Gefahr dass mehrere Produzenten unabgesprochen produzieren, was wiederum nicht nur zu einem Preisverfall des Produktes führt und die Rentabilität des Produktes verringert, sondern auch die Produzenten in Verhandlungen mit den Abnehmern schwächt.

- viii. *In der Beratung der Betriebe muss es ein Ziel sein Wertschöpfungsketten aufzubauen bei denen alle Teilnehmer gebührend und fair profitieren können.*

(9) Mangelnde Aufklärung des Konsumenten über lokale und saisonale Produkte

Oft ist sich der Verbraucher nicht über das bestehende regionale und saisonale Angebot bewusst oder informiert.

- ix. *Veranstaltungen wie „Daag um Bauerenhaff“, „Foire Agricole Ettelbruck“, Kampagnen wie „Sou schmaacht Lëtzebuerg“ oder „Lokal und saisonal“, und*

dem Erscheinen des Magazins „GUDD“ werden durch die finanzielle Mittel des Landwirtschaftsministeriums ermöglicht und helfen die lokalen und saisonalen Produkte dem Konsumenten sichtbar zu machen.

Fazit:

Die Statistik zeigt einen steigenden Trend im Gemüse- und Obstanbau. Das Potential für den weiteren Ausbau der regionalen gartenbaulichen Produktion besteht.

Das Nachfragepotenzial und der latente Wunsch der Verbraucher nach regionalen Produkten muss durch Aufklärung der Verbraucher, einer stärkeren Selbstdarstellung der Produktion und einer Austauschplattform zwischen Produzent und Abnehmer gefördert werden.

Die wichtigsten Hemmnisse bei der Entwicklung des Sektors sind identifiziert.

Die klare Identifikation der Hemmnisse erlaubt, diese Schritt für Schritt zu beheben und Initiativen zur Überwindung auszuarbeiten.

Einem behutsamem und qualitätsorientiertem Wachsen und dem Grundsatz einer marktorientierten Produktion folgend wurden erfolgreich Impulse gesetzt, die sich festigen.

Eine nachhaltige Entwicklung dieses Nischenmarktes ist nur in abgestimmten Wertschöpfungsketten möglich.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère de l'Agriculture,
de la Viticulture et de la
Protection des consommateurs

Administration des services techniques
de l'agriculture
Service de l'horticulture

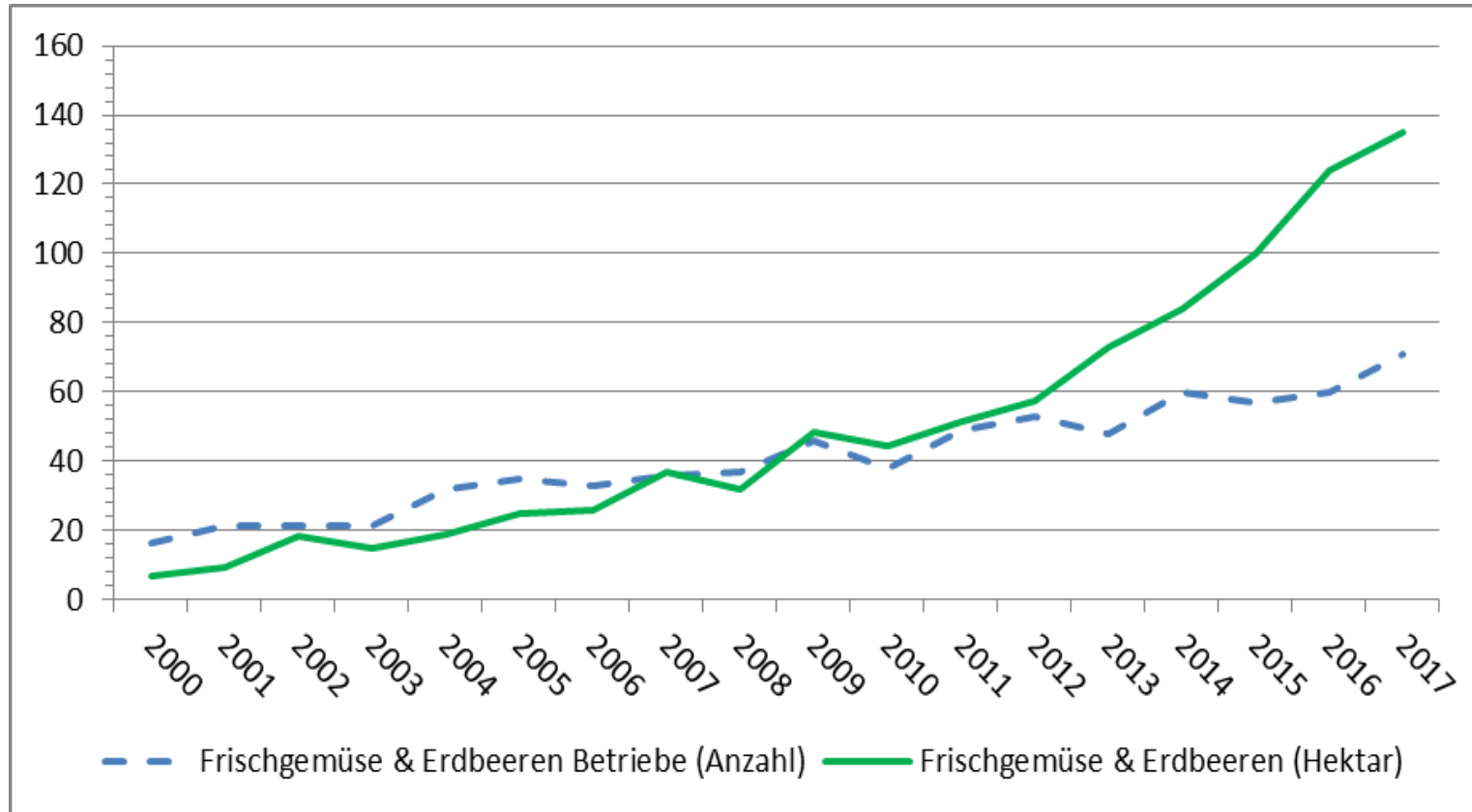
Sektorielle Analyse des Gemüse- und Obstanbaus

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture,
du Développement rural et de la Protection
des consommateurs

20.07.2018



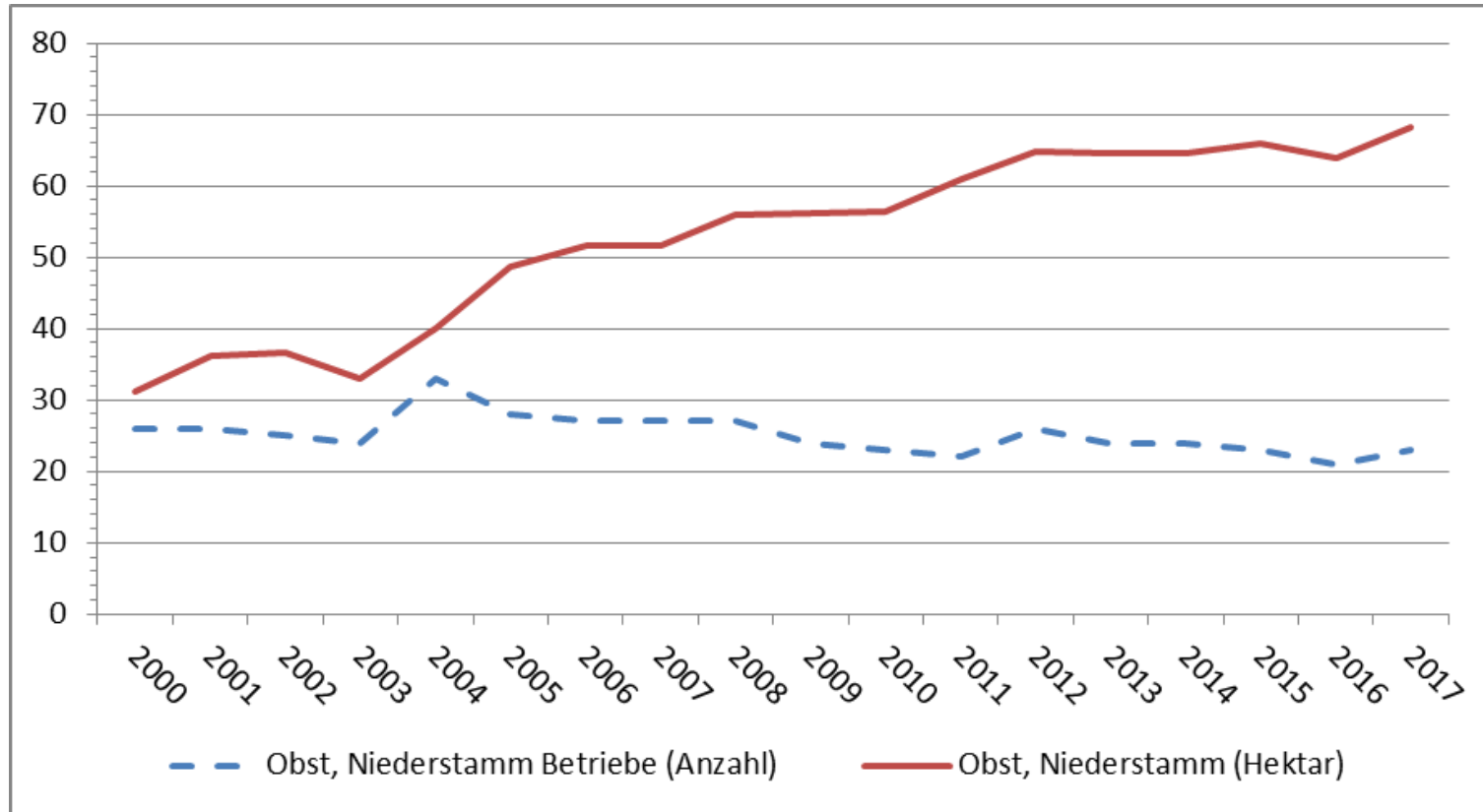
Gemüsebau



Graph.1. Betriebe und Fläche im Gemüsebau. Quelle: STATEC



Obstbau



Graph.2. Betriebe und Fläche im Obstanbau, Niederstamm. Quelle: STATEC

Selbstversorgungspotential



Möhre, Mairübe, Rote Beete	14%
Kopfsalate	8%
Zwiebel, Schalotte, Knoblauch, Lauch	4%
Gurke, Salatgurke	1%
Kohlgemüse	<1%
Tomate	<1%
Tafelapfel	12%
Birne	11%
Zwetschge	3%
Erdbeere	1%



- Hoher ökonomischer Hektarertrag
- Arbeitsintensiv
- Eingeschränkte Haltbarkeit der Produkte
- Nische



- Austausch mit den Produzenten
- Aktionsgruppe Gemüse:
ASTA, SER, LWK, LTA, IBLA, Co Concept
- Workshop mit den Praktikern



➤ Strengths-Weaknesses, Opportunities-Threats

Stärken und Schwächen der Betriebe

Chancen und Risiken des Betriebsumfeldes

Instrument der Positionsbestimmung



Stärken

- Marktnähe, Flexibilität
- Unternehmergeist
- Pionierarbeit



Schwächen

- Betriebsstruktur
 - Land, Arbeitskräfte, Wasser, Pflanzenschutzmittel
- Administrative Angelegenheiten
- Arbeitskräfte
 - Lohnkosten, Verfügbarkeit, Arbeitszeiten
- Ausbildung & Qualifikation
- Produktionssteuerung



Chancen

- Wachsende Bevölkerung
- Nachfrage nach regionalen Produkten
- Kaufkraft der Bevölkerung
- Öffentlicher Wille den Sektor zu fördern
- Vorhandenes Ausbildungsangebot



Risiken

- Marktsättigung
- Anzahl der Marktteilnehmer
- Anforderungen von Gesellschaft & Politik
- Planungssicherheit
- Konsumentenverhalten
- Vor- und nachgelagerte Betriebe



Hürde

- Zugang zu Wasser
- Zugang zu Pflanzenschutzmitteln
- Arbeitskräfte

Lösungsansatz

- Waasserdësch
- Sonderregelung laut EU 1107/2009
- Zeitsparkonto



Hürde

- Genehmigungen
- Auflagen

Lösungsansatz

- Anlaufstelle
- Zusammenarbeit zwischen den Verwaltungen



Hürde

- Zugang zu Flächen
- Investitionsbedarf
- Ausbildung, Weiterbildung, Know-How

Lösungsansatz

- Bereitstellung öffentlicher Flächen
- Agrargesetz
- DT Entrepreneur Maraîcher
Beratung
Fachexkursionen
Seminare



Hürde

- Anzahl von Handelspartnern, fehlende Vermarktungsstrategie und Anbauplanung zwischen den Produzenten
- Rückläufiges Verbraucherwissen

Lösungsansatz

- Beratung
- Daag um Bauerenhaff
- Foire Agricole Ettelbruck
- Sou schmaacht Lëtzebuerg
- Lokal und saisonal
- GUDD



- Hürden identifiziert,
 - ➡ Schritt für Schritt Massnahmen eingeleitet

- Nische mit Potential